

Crise du médico-social : le cri d'alarme de la CGT dans le Gers



Crise du médico-social : le cri d'alarme de la CGT dans le Gers

Face à des conditions de travail de plus en plus dures et des salaires bloqués, la CGT Santé Action Sociale du Gers a manifesté ce mercredi 10 juin 2026.

Le malaise du secteur sanitaire, social et médico-social ne cesse de grandir, et de s'intensifier dans les territoires. Ce mercredi 10 juin 2026, à l'occasion d'une journée d'action nationale initiée par la fédération CGT Santé Action Sociale, les représentants gersois du syndicat se sont mobilisés pour dénoncer une dégradation historique de leurs conditions de travail et une perte drastique de leur pouvoir d'achat.

Reçus à l'Agence Régionale de Santé (ARS) par Mme Bessières, déléguée au médico-social, les militants ont dressé un état des lieux alarmant des établissements locaux. Pour Benoît Daussat, secrétaire de la CGT Santé Action Sociale du Gers, la situation sur le terrain est devenue intenable.

"On dénonce nos conditions de travail qui sont de plus en plus difficiles, les sous-effectifs se généralisent, la maltraitance institutionnelle de fait aussi se généralise, et du coup c'est de plus en plus compliqué de travailler dans ces conditions-là. Ça arrive souvent qu'au lieu d'être 5 le matin, pour 60 résidents par exemple, on se retrouve à 2. Donc pour la prise en charge, ce n'est pas terrible".

Cette crise du personnel s'accompagne d'une colère profonde face aux récentes annonces du ministère de la Santé. Qualifiées de "mascarade" par le syndicat, les mesures officielles comme la mise en place d'un numéro vert ou des conseils de prévention sont jugées totalement en décalage avec les enjeux et la réalité du terrain. Les syndicalistes dénoncent aussi le changement de nom des EHPAD en "Maisons France Autonomie", qui ne change rien au fond du problème : le manque cruel de personnels et de moyens.

Au cœur des revendications, il y a évidemment l'effondrement du pouvoir d'achat. Dans la fonction publique, les grilles de rémunération des catégories C et B commencent en dessous du SMIC. Le secteur privé subit la même trajectoire : la perte de pouvoir d'achat atteint environ 200 euros par mois pour les salariés de la convention collective 66. Dans la convention 51, cette baisse des salaires crée des situations totalement aberrantes. "Il y a 70 métiers qui sont en dessous du SMIC. Ça veut dire qu'aujourd'hui, une infirmière qui commence dans la 51 touche autant qu'une ASH. Ce qui est profondément immoral et scandaleux", dénonce Benoît Daussat.

Face à ce qu'elle qualifie de mépris de la part des gouvernants, la CGT du Gers exige des effectifs suffisants et formés, des moyens financiers à la hauteur des besoins et des salaires revalorisés, que ce soit dans le public ou le privé.

Cette journée d'action n'est qu'un début. Les syndicats se projettent déjà sur la rentrée de septembre et les futures négociations du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). L'année dernière, ce budget avait imposé une économie de 7 milliards d'euros au secteur de la santé, alors que le budget des armées augmentait d'autant. C'est une décision que les soignants ne veulent pas revivre. Le syndicat appelle donc tout le monde à se préparer à une grosse mobilisation dès la rentrée de septembre pour essayer de faire bouger les choses.



Benoit Daussat, secrétaire CGT santé action sociale du Gers